

Publié en 2013 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2013

Œuvre publiée en libre accès. L'utilisation, redistribution, traduction et création de produits dérivés de cet ouvrage sont autorisées sous réserve que la source originale (*Vers des sociétés du savoir pour la paix et le développement durable : Première réunion d'examen du SMSI+10 - Résultats*) soit dûment citée et que la nouvelle création soit distribuée sous les mêmes conditions que l'œuvre originale. La présente licence s'applique exclusivement aux contenus textes de la publication. L'utilisation de tout autre contenu (tels que images, illustrations ou graphiques) n'étant pas clairement identifié comme appartenant à l'UNESCO ou étant dans le domaine public devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation auprès de l'UNESCO : publication.copyright@unesco.org ou Editions UNESCO, 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP France.

ISBN 978-92-3-001216-8

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Photo de couverture : © aleksandar velasevic / © Richard Stamper / © bonnie jacobs /
© Cliff Parnell / © Bartosz Hadyniak

Création graphique : UNESCO

Graphisme de la couverture : UNESCO

Mise en pages : UNESCO

Impression : UNESCO

Imprimé en France

Table des matières

REMARQUES LIMINAIRES de l'UNESCO, de l'UIT, du PNUD et de la CNUCED	3
DECLARATION FINALE Accès pour tous à l'information et au savoir : une vision élargie et un engagement renouvelé	5
RAPPORT sur la première réunion d'examen du SMSI +10: Vers les sociétés du savoir, pour la paix et le développement durable	8
ANNEXE Liste des intitulés des séances Liens vers les: <ul style="list-style-type: none">■ Recommandations des séances■ Rapports des séances	21



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Sommet mondial Genève 2003
Tunis 2005
sur la société de l'information
Passer des objectifs aux actes



REMARQUES LIMINAIRES

de l'UNESCO, de l'UIT, du PNUD et de la CNUCED

La manifestation *Vers des sociétés du savoir pour la paix et le développement durable*, accueillie par l'UNESCO et organisée conjointement avec l'UIT, le PNUD et la CNUCED à Paris du 25 au 27 février 2013, marque une étape importante du processus d'examen du SMSI + 10.

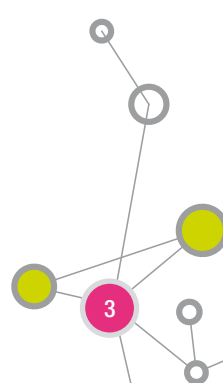
Organisée dans le cadre du processus global d'examen du Sommet mondial sur la société de l'information, 10 ans après sa tenue à Genève, puis à Tunis, cette manifestation a contribué à l'examen en cours des résultats des grandes conférences des Nations Unies. Elle a abordé en synergie toutes les dimensions des réalisations du SMSI, débattu des défis connexes et des enjeux pour l'avenir, et défini des vues communes sur les arrangements post-2015 et les objectifs de développement durable dans lesquels les TIC doivent être adéquatement reconnues comme des catalyseurs d'un développement et d'une paix inclusifs.

L'accès aux TIC s'est immensément développé en une décennie. Les téléphones mobiles atteignent aujourd'hui quasiment tous les recoins du monde, apportant la connectivité à beaucoup de gens, y compris dans les communautés pauvres et reculées. L'Internet a offert un accès sans précédent à l'information à un tiers de la population mondiale, touchant presque tous les aspects de la société. De nouveaux services interactifs sont devenus disponibles, accroissant les possibilités de libre expression et de réseautage social. Plus important encore, les sociétés de l'information et du savoir conduisent à de nouvelles approches pour réaffirmer la liberté d'expression dans le cyberspace et dans le nouveau paysage des

médias généré par les TIC, dont l'Internet. L'infrastructure de communication à large bande et l'informatique en nuage influenceront encore plus le développement des affaires et la prestation des services publics dans les pays en développement. Les TIC contribuent aussi à l'objectif de renforcement de la diversité humaine sous toutes ses formes, y compris la diversité culturelle et linguistique, tant matérielle qu'immatérielle.

Cette transformation de l'information et de la communication a autonomisé les individus, permis la croissance économique et contribué à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'accès à l'information et au savoir est néanmoins loin d'être universel et équitable. Beaucoup sont encore privés des bienfaits de la révolution de l'information en raison des problèmes qui continuent d'entraver l'accès à des TIC abordables ainsi que du manque de politiques et de compétences appropriées. Le potentiel du large bande pour accélérer le progrès social et économique des pays étant reconnu, il reste urgent de combler le fossé entre les pays les plus riches et les plus pauvres et de lutter contre les disparités des capacités humaines et les disparités d'accès aux contenus. Il existe aussi des fractures importantes à l'intérieur des pays. Surmonter ces défis aidera l'humanité à mettre pleinement à profit les opportunités qui s'offrent à nous.

L'émergence de la société de l'information a suscité maints espoirs. Toutefois, l'information et le savoir ne sont pas seulement des forces de transformation sociale. Ils sont aussi essentiels pour réaliser la promesse du



développement durable, de la compréhension mutuelle et de la paix. Les sociétés du savoir se construisent sur la somme de l'inventivité humaine, de l'innovation technique et du pouvoir de l'information et du savoir. Elles ont le potentiel d'entraîner des impacts positifs durables sur l'éducation, la prospérité économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement, faisant progresser l'humanité vers une nouvelle ère de paix et de développement durable. Tirer parti de ces opportunités devrait être au cœur de l'agenda pour le développement post-2015 et des objectifs de développement durable à venir.

Il est urgent que les parties prenantes au SMSI, les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales veillent à faire en sorte que chacun possède les compétences et les capacités requises pour participer aux sociétés du savoir, avec l'aide de TIC accessibles et abordables. Les participants à la manifestation de suivi de Paris se sont engagés à faire fond sur les réalisations obtenues depuis le SMSI et à œuvrer ensemble à cette entreprise commune en vue d'un monde meilleur tel qu'il ressort des recommandations issues des débats de cette réunion.

L'UNESCO tient à remercier la Finlande, les Pays-Bas, la Suisse, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, l'EURid, Google, la Walt Disney Company, Verisign et Verizon pour leur soutien et contribution à cet événement.

DECLARATION FINALE

Accès pour tous à l'information et au savoir :
une vision élargie et un engagement renouvelé

Introduction

Il y a dix ans, les représentants des peuples du monde, réunis à Genève en 2003 et à Tunis en 2005 pour la première et la seconde phases du Sommet mondial sur la société de l'information, ont adopté une vision commune de la société de l'information, identifié ses principes clés et décrit les défis majeurs à relever pour parvenir à une société de l'information pour tous fondée sur le partage des connaissances.

La décennie écoulée depuis le SMSI a enregistré des progrès très considérables vers une société de l'information à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement. L'approche multipartite et la mise en œuvre au niveau international se sont révélées être un atout considérable pour promouvoir les thèmes et axes d'action du SMSI. Pourtant, des défis majeurs restent à surmonter pour contrer les profondes disparités de développement et permettre à des groupes et des pays entiers de bénéficier d'un accès universel à l'information et au savoir.

En conséquence, nous, participants à la première réunion d'examen SMSI+10, réunis à Paris du 25 au 27 février 2013,

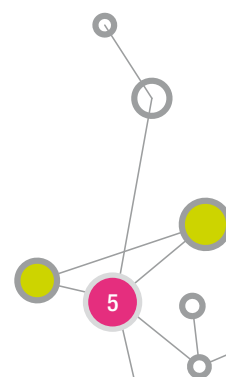
Engagés en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments juridiques universellement reconnus,

Rappelant qu'il est affirmé dans le Préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO que « la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance »,

Convaincus que le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) contribue à la paix et au développement durable,

Déclarons ce qui suit :

- ▶ Les processus multipartites sont devenus une approche essentielle et unique pour ce qui est de résoudre les problèmes qui touchent les sociétés du savoir et de l'information.
- ▶ La clé pour donner aux individus les moyens d'instaurer le développement durable et la paix est l'éducation – une éducation qui soit accessible à tous les membres de la société, une éducation qui offre de vraies possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.
- ▶ Dans le contexte du développement constant de l'Internet et du potentiel des technologies émergentes de l'information et de la communication pour faciliter l'interaction et générer et acquérir des connaissances, il est important de protéger et de promouvoir la liberté d'expression.
- ▶ Les savoirs autochtones et traditionnels sont fondamentaux pour construire des voies menant à l'élaboration de processus et de stratégies innovants pour un développement durable localement approprié. Ces savoirs font partie intégrante d'un complexe culturel qui englobe aussi la langue, les systèmes de classification, les pratiques d'utilisation des ressources, les interactions sociales, les rituels et la spiritualité. Ces voies uniques vers la connaissance sont des aspects importants de la diversité culturelle du monde, et elles constituent le fondement d'une société du savoir globale.
- ▶ Le savoir scientifique est un facteur clé dans le processus d'innovation et la découverte de voies menant au développement durable qui sont respectueuses de l'environnement. La science est reconnue comme un bien commun ou public qui doit être universellement partagé.
- ▶ Les sociétés du savoir doivent chercher à garantir le respect total de la diversité culturelle et à faire en sorte que toute personne puisse s'exprimer, créer et diffuser ses œuvres dans la langue de son choix.



► La connectivité globale et le coût des TIC connaissent une évolution positive, bien que les deux tiers de la population mondiale n'aient toujours pas accès à l'Internet. L'accessibilité, cependant, demeure un défi important.

► La diffusion rapide des communications mobiles, l'établissement de points d'échange Internet (IXP), la plus grande disponibilité de contenus et de noms de domaine internationalisés (IDN) multilingues, et le lancement de nouveaux types de services et d'applications, notamment la télémédecine mobile, les transactions par téléphonie mobile, le e-gouvernement, la formation en ligne, le commerce électronique et les services en faveur du développement, qui offrent d'immenses possibilités pour le développement des sociétés du savoir.

► L'infrastructure et l'accès connexes à la large bande sont un des aspects clés de la réalisation des sociétés de l'information et du savoir, apportant des bienfaits sociaux et économiques.

► Des efforts notables ont été faits pour renforcer l'établissement des stratégies et politiques nationales en matière de TIC et de large bande.

Les participants invitent également toutes les parties prenantes à :

► Respecter la liberté d'expression, telle que définie à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le pluralisme des médias, le multilinguisme, l'égalité d'accès à l'éducation, à la science et à la technologie et les expressions artistiques et culturelles, qui demeurent essentiels pour progresser vers des sociétés du savoir inclusives, ainsi qu'une diversité culturelle renforcée. La liberté d'expression hors ligne s'applique en ligne.

► Continuer à promouvoir l'accès universel à l'information et au savoir en respectant dûment la libre circulation de l'information.

► Poursuivre le but de l'accès universel à l'information et de sa préservation afin de construire des sociétés du savoir durables. Dans la recherche de l'accès universel à l'information et au savoir, il faut se soucier de l'infrastructure, de l'accessibilité des contenus multilingues de qualité et de l'application des connaissances, de l'accès du public et du renforcement des capacités des individus d'exploiter les connaissances au service du développement durable.

► Exploiter le potentiel des TIC pour aider à atteindre les Objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement.

► Les participants sont également invités à reconnaître l'importance de maintenir un Internet ouvert, fondé sur

des processus de développement utilisant des normes ouvertes, en tant qu'outil essentiel à une société du savoir et de l'information inclusive.

► Promouvoir et assurer la sécurité des journalistes, blogueurs et militants des droits de l'homme qui publient en ligne.

► Protéger la vie privée et promouvoir la dignité à laquelle chacun peut prétendre dans le cyberspace.

► Reconnaître l'importance du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) et à renouveler leur engagement en faveur de ce dernier.

► Respecter la diversité humaine sous toutes ses formes, y compris la diversité culturelle et linguistique. La préservation de la richesse et de la diversité du patrimoine universel sont des concepts qui sont inscrits dans nombre de textes normatifs internationaux et de constitutions et législations nationales.

► Concevoir des mesures et des politiques pour sauvegarder les langues en danger et promouvoir le multilinguisme.

► Intégrer pleinement les perspectives d'égalité des sexes dans les stratégies liées au SMSI et faciliter leur mise en œuvre. Les efforts devraient aller au-delà de solutions technocentriques pour faire progresser l'usage innovant et efficace des TIC par les femmes afin de favoriser leur autonomie et leur développement.

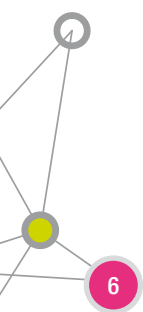
► Renforcer, à titre prioritaire, la participation et l'accès des jeunes à la révolution de l'information, ainsi que les bienfaits qu'ils en tirent.

► Continuer à se concentrer sur les besoins des groupes défavorisés et marginalisés, y compris les populations autochtones et les personnes handicapées pour résoudre le problème de l'inaccessibilité.

► Encourager une réflexion internationale et interdisciplinaire et le débat sur les enjeux éthiques des nouvelles technologies et la société de l'information.

► Appuyer l'apprentissage en ligne par a) les compétences requises pour traiter efficacement l'information de façon à pouvoir, de manière réfléchie et créative, résoudre les problèmes pour générer du savoir, b) des mécanismes de transformation qui permettent aux citoyens de participer pleinement à la société du savoir et d'influencer les décisions qui affectent leur vie, c) la conception de pédagogies et de pratiques inclusives et ouvertes.

► Promouvoir la maîtrise de l'information et des médias, compétence individuelle indispensable dans le flux croissant d'informations.

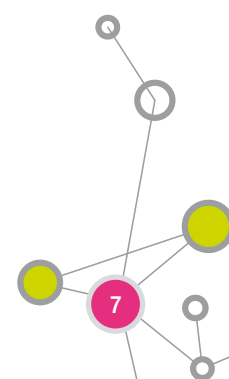


- ▶ Faciliter l'accès ouvert à l'information scientifique dans toutes les parties du monde, en particulier dans les pays les moins avancés.
- ▶ Encourager la recherche et faciliter la mise en place de cadres propres à favoriser le libre accès à l'information et au savoir tout en respectant les droits de propriété intellectuelle.
- ▶ Continuer d'explorer comment les pratiques et la philosophie des logiciels libres et des sources ouvertes peuvent être appliquées à d'autres problèmes que les logiciels se posant aux sociétés du savoir.
- ▶ Adopter, pour promouvoir les sociétés de l'information et du savoir, une approche holistique. Cela nécessitera de prêter attention à la fois à l'utilisation et à la production des divers produits et services des TIC. Il faudrait que le secteur qui produit les TIC favorise la création d'emplois, l'innovation et l'esprit d'entreprise, et aide à faire en sorte que l'ensemble de la continue d'utiliser ces technologies. Aussi importe-t-il de créer un environnement qui permette aux producteurs locaux de TIC de se développer et d'attirer les investissements.
- ▶ S'efforcer de relever les défis liés à la disponibilité, à l'accessibilité, à la qualité d'accès et à l'utilisation de la large bande, afin de réduire la fracture numérique et les risques éventuels d'exclusion de la société de l'information.
- ▶ Coordonner et coopérer de manière multi-parties prenantes et inclusive aux niveaux régional et international afin de s'assurer qu'est créé l'environnement propice requis pour continuer de développer l'écosystème des TIC.
- ▶ Contribuer aux travaux à venir du groupe de travail du Président de la CSTD sur le renforcement de la coopération.
- ▶ Prendre des mesures supplémentaires pour améliorer la disponibilité des données relatives à la mesure des 10 cibles du SMSI.
- ▶ S'assurer que les enseignements tirés lors des processus d'examen du SMSI alimentent, en tant que de besoin, la formulation des objectifs de développement de l'après-2015.
- ▶ Il faudrait que le rapport sur la mise en œuvre du SMSI dans le cadre du processus correspondant se fonde, pour faciliter l'élaboration de la vision pour l'après-2015, sur des informations à jour, et sur des réalisations, des lacunes et des défis identifiés.

L'événement a offert à toutes les parties prenantes au SMSI une occasion unique d'examiner les progrès accomplis et les enseignements tirés. Les résultats de la présente réunion d'examen alimenteront les débats

du Forum 2013 du Sommet Mondial sur la société de l'information qui se tiendra à Genève en mai, et éclaireront les travaux de la Commission de la science et de la technique au service du développement, point focal désigné pour l'ensemble du système aux fins du suivi des résultats du SMSI, quand elle tiendra sa 16^e session.

Inspirés par le débat animé mené lors de la présente réunion d'examen et par le soutien résolu des divers participants, nous renouvelons notre engagement à réaliser le plein potentiel des sociétés du savoir pour la paix et le développement durable.



Rapport sur la première réunion d'examen du SMSI +10 :

Vers les sociétés du savoir, pour la paix et le développement durable
(25-27 Février 2013)



M^{me} Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO, à l'ouverture



De gauche à droite : Dr Hamadou Touré, Secrétaire général, Union internationale des télécommunications (UIT), M^{me} Irina Bokova, Directrice Générale, UNESCO, M. Mukhisa Kituyi, Secrétaire-Générale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Dr Supachai Panitchpakdi, Ancien Secrétaire général, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)



OPEN UNESCO, Exposition

INTRODUCTION

Vers des sociétés du savoir pour la paix et le développement durable : tel était le thème de la première réunion internationale multipartite d'examen SMSI + 10 qui a procédé à un bilan, dix ans après, des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), tenu à Genève (Suisse) en décembre 2003 et à Tunis (Tunisie) en novembre 2005.

Organisé par l'UNESCO à Paris du 25 au 27 février 2013, en partenariat avec l'UIT, la CNUCED et le PNUD, cet événement a rassemblé quelque 1 450 participants représentant les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales afin qu'ils examinent les progrès accomplis depuis le SMSI vers l'édification de sociétés de l'information et du savoir, réfléchissent aux moyens de surmonter les obstacles persistants à l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et à l'utilisation de ces dernières au service du développement, et forment de nouveaux partenariats de telle façon que les générations présentes et futures bénéficient pleinement du potentiel de transformation des technologies nouvelles.

La réunion d'examen a donné effet au mandat défini dans la résolution 56 adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 36^e session en novembre 2011, qui priait la Directrice générale d'organiser « une manifestation de haut niveau sur le Sommet dans la perspective de l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des résultats de ce dernier en 2015 ». Cette résolution faisait fond sur l'engagement de longue date de l'UNESCO en faveur de sociétés du savoir dont les membres posséderaient les compétences nécessaires, non pas seulement pour acquérir l'information, mais aussi pour la transformer en connaissances et en concepts leur permettant de prendre

en main leur existence et de contribuer au développement social et économique de leur communauté.

La réunion a appelé l'attention sur ces objectifs. Elle a pris appui sur dix années de travail opiniâtre mené en collaboration par les partenaires organisateurs et d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre du Groupe des Nations Unies sur la société de l'information (UNGIS) et des partenariats avec d'autres acteurs du Forum de suivi du SMSI, du Forum sur la gouvernance de l'Internet et de la mise en œuvre des grandes orientations du Sommet. Des dialogues de haut niveau et des débats pléniers sur les questions essentielles, comme l'éducation, ont eu lieu à la faveur de 83 réunions, ateliers et forums thématiques, sur 11 thèmes d'une importance cruciale pour l'édification de sociétés du savoir inclusives au service de la paix et du développement durable. Le présent rapport expose les conclusions et les éclairages qui se sont dégagés de ces discussions variées et enthousiastes.

La Déclaration finale, adoptée par consensus par les participants à la fin de la réunion, énonce une vision élargie et un engagement renouvelé sur le thème *Information et savoir pour tous*, qui reflètent les avancées réalisées à ce jour et les défis à venir. La Déclaration appelle toutes les parties prenantes à « continuer à promouvoir l'accès universel à l'information et au savoir en respectant dûment la libre circulation de l'information ». Elle représente une contribution substantielle à l'examen SMSI + 10 en cours, qui trouvera sa conclusion à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015.

Dix ans d'avancées – et des défis qui subsistent

Les dix années qui se sont écoulées depuis le SMSI ont été marquées par des progrès considérables vers la société de l'information centrée sur l'être humain, inclusive et axée sur le développement qu'avaient envisagée les participants au Sommet. Au nombre de ces avancées figurent les taux de progression élevés de l'accès aux télécommunications mobiles, et à l'Internet fixe et mobile. Le nombre d'abonnements au mobile est passé de moins de 1,5 milliard en 2003 à plus de 6 milliards en 2013, tandis que les estimations du nombre d'utilisateurs de l'Internet montraient une augmentation de quelque 500 millions à environ 2,5 milliards. La croissance des réseaux à large bande, des innovations telles que les réseaux sociaux et l'informatique en nuage, et le développement de la diversité linguistique sur l'Internet ont enrichi l'éventail des services et des applications à la disposition des citoyens, tout particulièrement dans des domaines comme l'éducation et la santé, et accru la capacité des TIC de contribuer au développement social et économique. Grâce aux TIC, les organismes de médias ont élargi à la fois leurs sources et leur public.

Ces évolutions ont grandement favorisé la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.



M. R.K. Pachauri, Lauréat du prix Nobel de la paix 2007, ancien président du Groupe d'experts IG Panel sur les changements climatiques
Table ronde de haut niveau sur le développement durable et changements climatiques d'après 2015

Toutes les parties prenantes ont joué un rôle crucial dans ces avancées. Les gouvernements et les organisations intergouvernementales et internationales se sont employés à mettre en place des politiques et des cadres réglementaires porteurs en matière d'information et de communications. L'innovation produite par la communauté technique et professionnelle et l'investissement consenti par les secteurs public et privé ont stimulé le développement, l'adoption et l'utilisation de nouveaux services et de nouvelles applications, élargissant l'accès à l'information et aux communications et en rendant le coût plus abordable. La société civile a encouragé la participation et l'engagement des citoyens et des consommateurs dans les sociétés de l'information et du savoir en gestation.

Néanmoins, l'instauration d'une société de l'information tout entière centrée sur l'être humain, inclusive et axée sur le développement continue de se heurter à des obstacles majeurs. Malgré l'extraordinaire croissance des réseaux et des services, l'accès aux TIC et aux possibilités d'autonomisation offertes par eux demeure matériellement et financièrement hors d'atteinte pour beaucoup, en particulier dans les pays en développement. Le fossé entre pays développés et pays en développement en ce qui concerne le déploiement de l'infrastructure du large bande, condition essentielle de l'utilisation des TIC comme instruments de développement et d'autonomisation, ne cesse de se creuser. Il importe de faire davantage pour rendre possible et stimuler la diffusion de contenus multilingues et plus diversifiés sur le plan culturel, pour développer la maîtrise du numérique et pour assurer une participation inclusive. Si les nouveaux médias ont ouvert de nouveaux espaces à la liberté d'expression, l'exercice de celle-ci en ligne est soumis à des pressions croissantes dans certains pays. Une coopération soutenue entre toutes les parties prenantes sera nécessaire pour lever ces obstacles.

Édifier des sociétés du savoir inclusives

Les parties prenantes sont de plus en plus fermement déterminées à bâtir des sociétés du savoir inclusives, dans lesquelles chacun a la possibilité de collecter et partager l'information, de créer et partager des connaissances afin de renforcer ses capacités et de participer pleinement à la vie sociale, économique, politique et culturelle de sa communauté. Les sociétés du savoir ne peuvent être édifiées avec les TIC ou l'information pour seule assise. Elles sont le fruit du développement humain, fondé sur tout un ensemble de valeurs, de techniques et d'innovations, où la liberté d'expression, une éducation de qualité pour tous, la diversité linguistique et culturelle et l'accès de tous à l'information, aux soins de santé, à l'entreprise et à la participation à la vie communautaire sont des clés essentielles. Tels sont les piliers centraux des sociétés qui répondent aux trois impératifs du développement durable – la prospérité économique, le bien-être social accessible à tous et la protection de l'environnement.



M. Frank la Rue, Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Nations Unies, Droits de l'homme

La liberté d'expression, la liberté des médias et la liberté d'information sont des éléments essentiels de toute société démocratique, ouverte, et dont les membres sont autonomisés. Ces libertés doivent pouvoir être exercées en ligne dans les mêmes conditions que hors ligne, afin que les idées et les opinions puissent être partagées pour le bénéfice de la communauté mondiale tout entière. Pour être légitime, toute limite imposée à la liberté d'expression sur l'Internet doit satisfaire aux mêmes normes internationales que dans l'environnement hors ligne : elle doit être exceptionnelle, appliquée dans la transparence, proportionnée et nécessaire et servir les fins circonscrites énoncées par le régime international en matière de droits.

L'Internet et les nouveaux médias, comme les réseaux sociaux et autres applications du Web 2.0, ont permis aux communautés d'être mieux informées, ont enrichi le débat public et donné aux citoyens les moyens de prendre une part plus importante à l'élaboration des politiques et des services qui affectent leur vie. Les libertés sur l'Internet, y compris la liberté d'utiliser l'Internet, la

liberté d'expression en ligne et la liberté d'innover en ligne ont été d'importants moteurs de cette croissance rapide.

L'éducation et l'apprentissage, formels et informels, ont un rôle central à jouer dans le développement des sociétés du savoir. Les TIC, y compris l'Internet, ont ouvert à chacun, écolier ou bénéficiaire de l'apprentissage tout au long de la vie, de nouvelles possibilités d'accéder à l'information, aux idées, aux programmes d'enseignement et aux outils qui jusque-là n'étaient pas à leur portée. L'apprentissage à distance peut faire bénéficier de normes d'éducation plus élevée des communautés reculées et mal desservies. Les TIC permettent de placer les apprenants eux-mêmes au centre de l'expérience pédagogique, et de les laisser développer leurs connaissances et leurs compétences avec l'aide d'enseignants et des autres membres des réseaux et des communautés auxquels ils appartiennent. De leur capacité à transformer l'information en connaissances, puis ces connaissances en activités et en innovation dépendra le pouvoir des sociétés du savoir d'être source de prospérité, d'inclusion et de durabilité.



Participants d'une des sessions SMSI+10

L'accès à l'information et au savoir est tout aussi essentiel. La valeur du libre accès à l'information comme moyen d'autonomiser les citoyens, de stimuler l'entrepreneuriat et de promouvoir l'innovation a été démontrée partout dans le monde. Pour bâtir les sociétés du savoir, il faudra trouver de nouvelles manières de concilier les intérêts des auteurs et concepteurs de contenus et l'intérêt du public, qui est de pouvoir exploiter au maximum l'information, les connaissances et la créativité. Il conviendrait que les gouvernements et les autres parties prenantes encouragent et facilitent une collaboration créative entre les secteurs public, privé et à but non lucratif afin de mettre à profit le potentiel offert par les technologies nouvelles.

La diversité linguistique et culturelle est essentielle si l'on veut que les membres de toutes les sociétés du globe bénéficient des TIC et de l'Internet. Les TIC et l'Internet appartiennent à l'ensemble de la communauté mondiale, et doivent refléter la diversité des expériences et la multiplicité des langues au sein de cette communauté. L'accès à l'information dans les langues minoritaires est indispensable

pour que les nouveaux médias et les ressources nouvelles améliorent l'inclusion et la participation. Les récentes évolutions dans la gouvernance de l'Internet, y compris l'introduction de noms de domaines internationalisés, représentent un progrès sur la voie du multilinguisme. De même, les contenus en ligne se diversifient toujours plus, même si un petit nombre de langues occupent encore une position dominante, restreignant l'accès de ceux qui ne les lisent pas. Une action soutenue est nécessaire pour accroître la diversité en ligne.



Salle I, Modérateur: M. Jānis Kārklīņš, Sous-Directeur général pour la communication et l'information, UNESCO

L'examen SMSI + 10

Des sociétés du savoir ouvertes et inclusives, créatrices de prospérité et de bien-être social pour tous, seront mieux à même de relever les défis sociaux, économiques et politiques auxquels chaque société est aujourd'hui confrontée, aidant ainsi à consolider la paix et la coopération au sein des nations et entre elles. Elles seront aussi mieux à même de mener à bien la tâche cruciale qui consiste à améliorer la prospérité économique, l'inclusion sociale et la viabilité sur le plan écologique, conformément à la volonté de la communauté internationale de promouvoir un développement qui réponde aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins.

Le développement continu des sociétés du savoir sera au centre de l'examen SMSI + 10, qui aboutira à un débat de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015. Les conclusions et les idées qui se dégageront de la première réunion d'examen SMSI + 10 seront aussi une inestimable contribution à la définition par l'Assemblée générale des Nations Unies des Objectifs de développement durable de l'après-2015.

EXAMENS THÉMATIQUES

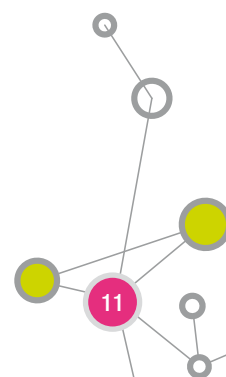
La réunion d'examen SMSI + 10, *Vers des sociétés du savoir pour la paix et le développement durable*, qui a été organisée par l'UNESCO à Paris du 25 au 27 février 2013 conjointement avec l'UIT, la CNUCED et le PNUD, a été un forum riche d'idées et de débats sur les avancées réalisées depuis le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et sur les difficultés auxquelles continuent de faire face tous les acteurs soucieux de l'avènement des sociétés de l'information et du savoir.

L'événement, qui avait le statut de conférence internationale d'experts de l'UNESCO, a réuni 1 450 participants, venus de 130 pays, dont 40,2 % de femmes, auxquels se sont ajoutés 800 participants à distance. Toutes les régions et tous les groupes de parties prenantes étaient solidement représentés, notamment les organisations intergouvernementales et internationales, les gouvernements, les entreprises privées, les médias, les milieux universitaires, les communautés de techniciens et de professionnels, et les organisations de la société civile. Les groupes de participants les plus nombreux étaient issus de la société civile, qui comptait 450 représentants, et les gouvernements, qui avaient envoyé plus de 300 délégués.



Pleinière, Salle I

La Déclaration finale, intitulée *Accès pour tous à l'information et au savoir : une vision élargie et un engagement renouvelé*, a été élaborée à la faveur de séances de rédaction multipartites ouvertes, auxquelles ont largement participé toutes les communautés concernées, faisant ressortir le caractère multipartite riche et novateur des mécanismes de suivi du SMSI. Sans être juridiquement contraignante pour aucun participant ni organisation, la Déclaration, reflet du consensus auquel les participants sont parvenus au cours de l'événement,



est une importante contribution à l'examen SMSI + 10 en cours, qui trouvera son aboutissement lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015.

Études spéciales

Outre les séances plénières et les débats-ateliers, les participants ont pris connaissance avec profit d'un certain nombre d'études qui leur ont été présentées tout au long de la réunion.

Un rapport intitulé *Technology, Broadband and Education : Advancing the Education for All Agenda* (Technologie, large bande et éducation : faire avancer l'agenda de l'Éducation pour tous), établi par l'UNESCO, a été publié à l'occasion de la réunion par la Commission « Le large bande au service du développement numérique ».

Un vaste tour d'horizon de l'expérience accumulée depuis le SMSI et des défis à relever à l'avenir a été présenté sous le titre *Renewing the Knowledge Societies Vision : towards knowledge societies for peace and sustainable development* (Renouveler la vision des sociétés du savoir : vers des sociétés du savoir au service de la paix et du développement durable) par le professeur Robin Mansell, de la London School of Economics and Political Science, et le professeur Gaëtan Tremblay, de l'Université du Québec à Montréal.

Six autres études commandées et publiées à l'occasion de la réunion traitaient des thèmes suivants :

- ▶ *Conceptual Relationship of Information Literacy and Media Literacy* (Relations conceptuelles entre maîtrise de l'information et maîtrise des médias) par Alice Lee, Jesus Lau, Toni Carbo et Natalia Gendina
- ▶ *Review and Strategic Directions for Building Inclusive Knowledge Societies for People with Disabilities* (Analyse et orientations stratégiques pour l'inclusion des personnes handicapées dans les sociétés du savoir favorisant), sous la direction d'Axel Leblois
- ▶ *Indigenous Peoples, WSIS and Emerging Uses of ICTs* (Peuples autochtones, SMSI et nouvelles formes d'utilisation des TIC), par Roberto Borrero
- ▶ *Exploring the Evolving Mediascape: towards updating strategies to face challenges and seize opportunities* (L'évolution du paysage médiatique : des stratégies actualisées pour relever les défis et exploiter les opportunités), par Divina Frau-Meigs
- ▶ *The Future of Open Systems Solutions, Now* (L'avenir des solutions fondées sur les systèmes ouverts, maintenant), par Stephen Kovats

▶ *Literacy and Competencies required to Participate in Knowledge Societies* (Maîtrises et compétences requises pour participer aux sociétés du savoir), par Alice Lee

▶ *Ethical and Societal Challenges of the Information Society* (Les défis éthiques et sociaux de la société de l'information), par Sondip Mukherjee.

Les rapports contenant les études commandées peuvent être consultés sur le site Web de l'événement¹.

Les travaux de la réunion d'examen SMSI + 10

Au total, la réunion d'examen SMSI + 10 a compté 83 séances. Outre les cérémonies d'ouverture et de clôture, celles-ci se sont réparties comme suit :

- ▶ deux séances plénières ;
- ▶ deux forums thématiques simultanés couvrant un large éventail de sujets ;
- ▶ deux événements spéciaux UNESCO, comprenant un certain nombre de séances, consacrées aux questions liées à l'Internet et au Programme Information pour tous de l'UNESCO ;
- ▶ un Forum du futur de l'UNESCO, sur le renforcement de la dynamique des sociétés de l'information ;
- ▶ une réunion et une table ronde de haut niveau sur le rôle de la cyberscience dans le renforcement des liens entre science, politique et société ;
- ▶ une table ronde de chercheurs ;
- ▶ plus de 60 ateliers et forums de discussion organisés autour de 11 thèmes centraux.

Outre les quatre entités des Nations Unies qui organisaient l'événement en partenariat, d'autres acteurs, parmi lesquels d'autres organismes des Nations Unies, des institutions internationales en matière de communications (dont l'Internet Society (ISOC) et l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)), des entreprises privées et des associations commerciales, des médias, des universités et des organisations de la société civile ont assuré l'organisation de nombreux ateliers.

Les recommandations issues des différentes séances sont présentées plus loin dans ce rapport, et des résumés plus étoffés des débats sont disponibles sur le portail de l'UNESCO². Les paragraphes qui suivent rendent compte brièvement des séances plénières et résumés, par thèmes, certaines des questions qui ont été soulevées pendant les séances plénières et les ateliers.

1 <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/flagship-project-activities/wsis-10-review-event-25-27-february-2013/open-consultation-recommendations/>.

2 <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/flagship-project-activities/wsis-10-review-event-25-27-february-2013/homepage/>.



Cérémonie d'ouverture (de gauche à droite) : M. Jean-Guy Carrier, Secrétaire général, Chambre de commerce internationale (CCI), M^{me} Katalin Bogyay, Présidente de la Conférence Générale, M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), M^{me} Irina Bokova, Directrice générale, UNESCO, M. Hamadoun Touré, Secrétaire général, Union internationale des télécommunications (UIT), M. Tibor Toth, Secrétaire Exécutif de, l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, (OTICE)

Cérémonie d'ouverture

La réunion a été ouverte par Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, qui l'a présentée comme une occasion s'offrant à la communauté internationale, et à toutes les parties prenantes, de renouveler leur engagement en faveur des principes et des orientations qui avaient été définis lors du Sommet mondial sur l'information et la communication, compte tenu des profonds changements survenus dans le domaine des TIC depuis 2003, en vue de forger une vision commune de la société à laquelle elles aspiraient toutes. La Directrice générale a souligné que les sociétés du savoir au service du développement durable étaient façonnées, non par la seule technologie, mais par les applications de la technologie conçues pour répondre aux besoins humains. De telles sociétés du savoir devraient être au cœur de l'agenda pour le développement post-2015.

Mme Katalin Bogyay, Présidente de la Conférence générale de l'UNESCO, qui représente les gouvernements, a pris elle aussi la parole pendant la cérémonie d'ouverture. Elle a réaffirmé l'universalité et l'interdépendance des droits de l'homme, et la force et la pertinence toujours intactes du concept de sociétés du savoir ayant pour piliers la liberté d'expression, l'accès universel, l'éducation de qualité et le respect de la diversité culturelle et linguistique.

Les Secrétaires généraux de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont également prononcé des allocutions liminaires.

M. Hamadoun Touré, Secrétaire général de l'UIT, a rappelé l'évolution technologique des communications des dix dernières années et décrit le travail incessant mené par l'UIT et d'autres organismes des Nations Unies pour mettre en œuvre les documents issus du SMSI, à travers notamment le Forum annuel de suivi du SMSI, la base de données d'inventaire du SMSI et les étapes préliminaires en cours, y compris les réunions régionales préparatoires, en vue d'un examen de haut niveau des résultats du Sommet qui se tiendra parallèlement à la Conférence mondiale de développement des télécommunications organisée en 2014 en Égypte.

M. Supachai Panithpakdi, Secrétaire général de la CNUCED, s'est félicité de l'occasion offerte par la réunion de faire le point de l'expérience acquise depuis le SMSI et de formuler des idées novatrices propres à éclairer les travaux du Forum de suivi du SMSI et de la réunion annuelle de la Commission de la science et de la

technologie au service du développement (CSTD), puis les délibérations de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a souligné la valeur des TIC comme moyens de relever les défis du développement économique, et noté qu'il importait de réduire la fracture numérique, et en particulier l'écart qui se creusait en matière d'accès au large bande.

S'adressant à son tour aux participants à la cérémonie d'ouverture, M. Tibor Thot, Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), a parlé de la valeur de la coopération et de l'adaptation des utilisations des TIC pour mettre ces technologies au service de la paix et du développement durable.

M. Jean-Guy Carrier, Secrétaire général de la Chambre de commerce internationale (CCI), s'exprimant au nom du secteur privé, a noté combien il importait d'investir dans le large bande et de resserrer la coopération entre les pouvoirs publics et le secteur privé. Au nom de la société civile, Mme Grace Githaiga, du Kenya ICT Network (KICTANet) a souligné l'importance de l'accès universel, de la liberté de l'information et de la protection des droits. Les deux orateurs ont salué l'expérience positive de l'implication de multiples parties prenantes dans la mise en œuvre des textes finals du SMSI.

Séances plénières

La séance plénière d'ouverture de la réunion a été marquée par une allocution liminaire du professeur Jeffrey Sachs, Directeur de l'Earth Institute et Conseiller spécial auprès du Secrétaire général des Nations Unies pour les Objectifs du Millénaire pour le développement.

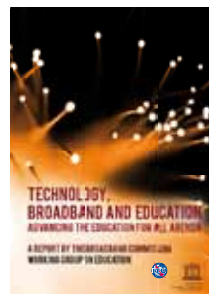


Séances plénières. Pr. Jeffrey Sachs

Dans son allocution, le professeur Sachs a insisté sur le fait qu'il importait que les gouvernements et les autres parties prenantes considèrent les TIC comme des outils essentiels de la réalisation du développement durable. Il a applaudi les avancées accomplies depuis le Sommet, en particulier les progrès rapides en matière de connectivité et d'utilisation des télécommunications mobiles, qui avaient été rendus possibles par l'investissement privé.

De nouveaux investissements dans l'infrastructure du haut débit seraient nécessaires pour créer l'ossature de l'information indispensable à la mobilisation des TIC dans le sens des efforts internationaux visant à éliminer la pauvreté et réaliser le développement durable, et l'orateur a salué à cet égard le travail de la Commission Le large bande, sous la houlette de l'UNESCO et de l'UIT. Le professeur Sachs a souligné aussi l'importance des TIC et des sociétés du savoir au regard de la détermination réaffirmée par la communauté internationale de combattre la pauvreté, et de son engagement en faveur d'une plus large inclusion sociale et d'une meilleure viabilité sur le plan de l'environnement. Il convenait de faire en sorte que l'examen des résultats du SMSI contribue au travail entrepris par les Nations Unies pour établir de nouveaux Objectifs de développement durable sur le fondement des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Deux autres séances plénières et deux forums thématiques ont complété le programme de la première journée de l'événement.



Un « débat sur l'avenir : l'éducation par le large bande » a été consacré au rapport récemment publié du Groupe de travail sur l'éducation de la Commission Le large bande, *Technology, Broadband and Education : advancing the education for all agenda*³. Les intervenants ont souligné le rôle

essentiel de l'éducation s'agissant de promouvoir l'emploi, l'innovation et l'entreprise, de faciliter l'inclusion sociale et de faire ainsi avancer le développement durable. La technologie pouvait grandement aider à relever les défis majeurs de l'éducation, y compris les efforts continus pour généraliser l'accès à l'enseignement primaire, résoudre les pénuries d'enseignants et autonomiser les femmes et les filles. Le rapport de la Commission, établi par l'UNESCO, insiste sur le fait qu'il importe d'assurer l'accès aux TIC dans les écoles, d'intégrer la technologie dans les programmes d'études des enseignants et des élèves, dans l'enseignement scolaire comme dans la formation continue, et de promouvoir l'élaboration de contenus, l'apprentissage par la téléphonie mobile et le libre accès aux ressources pédagogiques.

Un débat de haut niveau sur le thème « Vers des sociétés du savoir au service du développement durable » a réuni un large éventail d'intervenants, issus de tous les groupes de parties prenantes, qui ont présenté leur vision du futur. Parmi les thèmes cruciaux abordés au cours du débat figuraient le rôle des TIC et des sociétés du savoir s'agissant de promouvoir l'équité au sein d'une

3 <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002196/219687e.pdf>.

même génération et entre les générations, de relever les défis du changement climatique, de stimuler l'innovation et l'entreprise, d'assurer la liberté d'expression et d'autonomiser les citoyens. Entre autres enjeux essentiels, il a été débattu de la nécessité de maintenir et accroître l'investissement dans l'infrastructure et les services, des modalités de gouvernance des TIC dans un contexte qui évolue rapidement, et des relations entre technologie, bonne gouvernance et droits de l'homme.



M^{me} Esther Brimmer, Secrétaire d'Etat adjoint chargé des organisations internationales, Etats-Unis, en plénière.

Un forum thématique, qui s'est tenu à la fin de la première journée, avait pour sujet « De la fracture numérique à la fracture cognitive ». Les intervenants se sont interrogés sur les opportunités et les défis liés à la gestation des sociétés de l'information et du savoir concernant différents aspects, de l'infrastructure aux contenus et aux applications. Le développement rapide de la technologie des communications et des marchés porte en lui le risque que les inégalités dans l'accès aux réseaux et aux services aboutissent à des inégalités dans l'accès à l'information et au savoir. Pour parer à ce risque, il importait d'investir dans l'équipement, des zones rurales comme des zones urbaines, dans les services, en particulier au bénéfice des groupes défavorisés, et dans les contenus, tout spécialement dans les langues minoritaires.

Un deuxième forum avait pour thème « Liberté, droits et éthique ». Les débatteurs ont affirmé l'importance des droits universels de l'être humain, tels que reconnus dans les normes et traités internationaux, dans la réflexion sur la gouvernance et la réglementation de l'Internet. Ils ont souscrit au principe récemment affirmé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU selon lequel les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne. Les orateurs ont instamment appelé à fonder les décisions relatives à la gouvernance de l'Internet sur les principes démocratiques, concernant notamment la transparence, l'ouverture, la croissance économique, l'inclusion, la participation sur un pied d'égalité et l'autonomisation de tous les secteurs de la société. Ils ont marqué leur adhésion au modèle multipartite de gouvernance de l'Internet et aux arguments en faveur de la neutralité du Net. Les acteurs non étatiques, y compris

les intermédiaires sur l'Internet, ont été encouragés à appliquer les normes internationales en matière de droits de l'homme, en particulier celles qui ont trait à la liberté d'expression, dans leurs décisions à caractère commercial ou économique. Les intervenants ont invité l'UNESCO et les autres organismes des Nations Unies à jouer un rôle central dans les débats sur l'importance des TIC au service du développement durable, et sur la protection des droits de l'homme, tout au long de l'examen SMSI + 10 et lors de l'élaboration de l'agenda pour le développement post-2015.

Ateliers et séances thématiques

Au total, 83 ateliers et séances thématiques, y compris des événements spéciaux, ont été organisés au cours des deux dernières journées de la réunion par 33 entités différentes, dont des organismes des Nations Unies, des gouvernements, des acteurs privés et des organisations de la société civile. Beaucoup de ces ateliers s'inscrivaient dans le cadre de 11 thèmes généraux :

- ▶ huit ateliers ou événements ont traité de questions relatives à l'accès ;
- ▶ neuf, auxquels s'est ajouté un événement spécial UNESCO sur l'Internet comprenant quatre séances supplémentaires, ont porté sur l'Internet ;
- ▶ deux séances ont eu pour thème le commerce en ligne ;
- ▶ six séances avaient trait à l'éducation et à l'apprentissage en ligne ;
- ▶ quatre ont traité de l'éthique, y compris les droits de l'homme et la liberté d'expression ;
- ▶ trois de la cybersécurité ;
- ▶ trois autres de la diversité culturelle et linguistique ;
- ▶ une séance a porté sur les questions environnementales, en particulier les déchets électroniques ;
- ▶ neuf sur la liberté d'expression et les aspects relatifs à la liberté, au pluralisme et à l'indépendance des médias ;
- ▶ deux se sont intéressés aux relations entre les TIC et le genre ;
- ▶ cinq aux relations entre les TIC et les jeunes ;
- ▶ sept ont été consacrées aux initiatives et processus du SMSI.

L'UNESCO a accueilli trois événements spéciaux : un Forum UNESCO sur l'Internet, un événement spécial sur l'action menée dans le cadre du Programme Information pour tous (PIPT) de l'Organisation, et un Forum de l'avenir sur le thème *Explorer la dynamique*

des sociétés du savoir : utiliser le futur pour façonner les politiques transformatrices. Une réunion et une table ronde de haut niveau ont examiné les moyens d'utiliser la cyberscience pour renforcer l'interface entre science, politiques et société. Une table ronde de chercheurs a mené une réflexion sur le thème *Responsabilités des parties prenantes dans les sociétés du savoir durables*, à partir d'un rapport établi spécialement par Robin Mansell et Gaëtan Tremblay.

Tour d'horizon par thème



Espace d'exposition SMSI+10

Les séances plénières et les ateliers ont offert aux représentants de tous les groupes de parties prenantes et de toutes les régions un forum riche et diversifié où échanger leurs vues, partager leurs données d'expérience, lancer des idées et explorer le développement futur des sociétés du savoir. Ces débats répondaient aux objectifs transversaux suivants :

- (1) évaluer les progrès accomplis au regard des cibles définies par le SMSI et les résultats généraux relatifs à la société de l'information obtenus depuis le Sommet mondial de 2003/2005, en prenant acte avec satisfaction des avancées accomplies, mais en cherchant aussi à comprendre pourquoi, dans certains cas, les attentes formulées lors du Sommet n'avaient pas encore été satisfaites ;
- (2) examiner les questions et les opportunités qui étaient apparues depuis le Sommet, notamment le développement rapide de l'Internet mobile, la création de réseaux sociaux en ligne et les nouveaux enjeux concernant la liberté d'expression et le respect de la vie privée, leurs incidences sur le plan de l'inclusion et les nouvelles possibilités qui en résultent pour l'édification des sociétés du savoir ;
- (3) réfléchir au développement futur des TIC, et en particulier à la manière de favoriser les progrès vers des sociétés du savoir inclusives en améliorant la gouvernance et la coordination, le développement de l'infrastructure, les services et les applications.

Les ateliers consacrés à l'**accès** ont couvert une large gamme de thèmes. Certains ont examiné les avancées réalisées depuis le SMSI, en particulier l'élargissement très rapide de l'accès mobile et de l'accès à l'Internet comme de l'utilisation de ce dernier, y compris l'avènement récent de l'Internet mobile. Les potentialités pour le développement des réseaux mobiles et des applications mobiles novatrices ont été largement saluées. Dans le même temps, les participants ont reconnu que beaucoup, en particulier dans les pays en développement, n'avaient pas encore de réel accès aux communications du fait du caractère inadapté des réseaux, des problèmes de coût, de l'offre limitée de contenus pertinents, notamment dans les langues locales, et des restrictions imposées à la liberté d'expression. L'importance du large bande comme moyen d'assurer l'accès à l'éventail complet des possibilités offertes par les TIC a été soulignée, et des préoccupations ont été exprimées concernant la nécessité d'investir pour réduire le fossé qui se creusait entre pays industrialisés et pays en développement en matière d'accès au haut débit. D'autres ateliers portant sur ce même thème ont insisté sur la nécessité que tous les acteurs concernés agissent pour répondre aux besoins d'accès de groupes particuliers au sein de la société, y compris les personnes handicapées, le rôle que continuaient de jouer les points d'accès public, et la nécessité de se soucier, au-delà de l'accès au réseau, des déficits de compétences, tels qu'illettrisme et analphabétisme numérique, qui empêchaient de bénéficier pleinement des sociétés du savoir. Enfin, les ateliers relevant de ce thème ont examiné les questions relatives à l'accès libre ou sous licence de l'information et des connaissances, y compris des travaux scientifiques, ainsi qu'à la liberté d'expression et à la transition numérique dans les médias.



M. Chehade, Président et CEO de l'ICANN. Plénière

Un événement spécial Internet, accueilli par l'UNESCO dans le cadre de la conférence, a examiné un éventail varié de questions, parmi lesquelles la diversité culturelle et linguistique, les contenus locaux, les relations entre liberté d'expression et respect de la vie privée sur l'Internet, et la sécurité des journalistes numériques. L'événement a été marqué aussi par le lancement d'un *Rapport mondial sur le déploiement des noms de*

domaine internationalisés par l'UNESCO et le registre de noms de domaines .eu EURiD. D'autres séances consacrées à l'**Internet** ont également exploré d'autres aspects. Certaines ont examiné l'expérience acquise en ce qui concerne les noms de domaine internationalisés, tandis que d'autres s'intéressaient au respect des droits de propriété intellectuelle sur l'Internet, aux arrangements de gouvernance de l'Internet, y compris le renforcement de la coopération sur les questions de politiques publiques intéressant l'Internet, aux droits et principes régissant l'Internet, et à la vision de la société civile concernant le développement futur de l'Internet. L'expérience accumulée en matière de participation multipartite à la gouvernance de l'Internet est un thème qui est souvent revenu dans ces discussions. Parallèlement aux séances relatives à l'Internet, l'UNESCO a lancé une consultation sur le concept d'universalité de l'Internet en tant que cadre potentiel pour l'ensemble du travail de l'Organisation touchant l'Internet dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la science, de l'information et des communications.

Les séances relatives au **commerce en ligne** ont fait le point de l'expérience acquise depuis le SMSI en matière d'utilisation des TIC pour stimuler l'innovation, l'entreprise et l'emploi, et ont envisagé de nouvelles manières dont les entreprises pourraient tirer parti de l'évolution de l'écologie de l'information. Les innovations, notamment la création de réseaux en ligne, l'Internet mobile et l'informatique en nuage, créent sans cesse de nouvelles opportunités de développement des entreprises commerciales et du commerce électronique. Il a été prêté une attention particulière à la valeur potentielle de ces innovations pour les petites et moyennes entreprises (PME) et pour les secteurs des TIC locaux, y compris la production de logiciels locaux. Les participants ont souligné le besoin de disposer de plus de données sur l'expérience acquise dans le domaine du commerce électronique et des entreprises fondées sur les technologies de l'information (TI), en particulier dans les pays en développement.



Espace d'exposition

L'éducation et l'**apprentissage en ligne** ont beaucoup retenu l'attention, dans les séances plénières comme dans les ateliers. On possède aujourd'hui une vaste expérience

des utilisations innovantes des TIC dans l'enseignement, qu'il s'agisse de l'apprentissage non formel ou de l'enseignement et de la gestion scolaires, comme l'ont montré les ateliers organisés pendant l'événement. Les participants étaient particulièrement soucieux de déterminer comment les technologies de l'information pouvaient aider à lever les difficultés auxquelles étaient confrontés les enseignants et les apprenants des communautés défavorisées, sur le plan géographique ou social, en particulier les femmes et les filles. Le potentiel des TIC en matière d'enseignement à distance et d'apprentissage tout au long de la vie a été largement reconnu. Certains ateliers étaient expressément centrés sur les possibilités d'améliorer l'apprentissage offertes par les dispositifs mobiles, pendant la scolarité et après, sur les moyens d'intégrer les TIC dans l'expérience scolaire et sur le rôle des technologies et systèmes ouverts dans l'enseignement supérieur.

Les défis actuels et émergents concernant l'éthique de la société de l'information, notamment la promotion et la protection de la liberté d'expression, ont été examinés tout au long de l'événement, dans les séances plénières comme dans les ateliers. On s'est interrogé en particulier sur la manière dont les communications et l'Internet mobiles avaient élargi les possibilités offertes aux citoyens d'accéder à l'information, au niveau national et à l'échelle mondiale, d'exprimer leurs opinions et de s'associer et de collaborer de multiples façons. La capacité accrue d'exercer ses droits à la liberté d'expression et d'association a été considérée comme un facteur d'autonomisation et de démocratisation, mais certains se sont également déclarés préoccupés par les restrictions imposées dans certains pays à la liberté d'expression, en ligne ou hors ligne. Les participants ont noté la résolution dans laquelle le Conseil des droits de l'homme de l'ONU affirmait que « les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne, en particulier le droit de toute personne à la liberté d'expression »⁴. Il a également été débattu du juste équilibre entre respect de la vie privée sur l'Internet et liberté d'expression lors de la discussion sur l'*Enquête mondiale 2012* de l'UNESCO sur ce thème.

Le terme de **cybersécurité** a été compris comme recouvrant des aspects très variés, depuis la sécurité sur l'Internet face aux courriels non sollicités (*spams*), logiciels malveillants et autres formes de cyberattaques jusqu'aux questions telles que l'espionnage commercial, le terrorisme, la criminalité organisée et la menace de guerre cybernétique, en passant par les préoccupations relatives à la protection de l'enfant et à la protection des internautes contre la fraude. La recherche d'une définition commune de ce terme, et de réponses appropriées

⁴ <http://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/G12/147/11/pdf/G1214711.pdf?OpenElement>.

aux menaces pesant contre la sécurité sur l'Internet, a donc été un thème important des discussions tenues pendant la réunion. L'UIT a également dirigé des séances sur l'identification des tendances nouvelles en ce qui concerne les menaces pesant sur la cybersécurité et les mesures prises par les gouvernements et d'autres acteurs pour y faire face.

La **diversité culturelle et linguistique**, l'un des piliers fondamentaux de l'action de l'UNESCO, a été reconnue par le SMSI comme un enjeu important, et elle est devenue un sujet de préoccupation pour la communauté internationale au fur et à mesure du développement des TIC et de l'Internet. Les années qui ont suivi le Sommet ont été marquées par un accroissement de la diversité linguistique sur l'Internet et par l'adoption de nom de



M. Adama Samassekou, Membre de la Commission internationale de « Large Bande pour le développement numérique », Président du Réseau MAAYA.

domaines internationalisés utilisant des caractères autres que ceux de l'alphabet latin. Néanmoins, la grande majorité des contenus sur l'Internet ne sont encore disponibles que dans un très petit nombre de langues, et rares sont ceux qui peuvent être consultés dans de nombreuses langues, ce qui limite l'accès à l'information de quantité de personnes dans le monde. Un important atelier organisé pendant l'événement s'est penché sur les politiques et mesures nationales et internationales visant à promouvoir la diversité linguistique, et les moyens de les renforcer. Un second atelier a prêté une attention particulière à l'accès des peuples autochtones à l'Internet et à leur utilisation de ce dernier, y compris les pratiques innovantes issues de l'expérience acquise dans différents pays. Plusieurs séances ont mis l'accent sur le pluralisme des médias, en relevant en particulier l'importance des médias communautaires.

Le **développement durable** a été un thème central de la réunion, affleurant dans la plupart des discussions consacrées lors des séances plénières au rôle que les TIC et les sociétés du savoir peuvent jouer dans la recherche de moyens équilibrés et durables d'assurer la prospérité économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement. La science, la technologie et l'innovation (STI) sont le moteur des sociétés du savoir. Dans le droit fil des conclusions du Sommet Rio + 20,

la réunion d'examen SMSI + 10 a elle aussi insisté sur la contribution de la STI au développement durable. Elle a mis en relief un lien important entre STI et TIC, à savoir que la science éclaire le développement des TIC et que ceux-ci, par le biais de la cyberscience, facilitent le progrès scientifique. De plus, la cyberscience consolide les liens entre science, politique et société dans la mesure où, à travers elle, la science est à même de mieux servir la société, de mieux s'articuler avec les politiques, de favoriser les transformations sociales et d'améliorer la prestation des services et l'accès à ces services, qui sont autant de facteurs importants dans l'agenda pour le développement post-2015. Les participants ont reconnu que la troisième Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20), tenue en 2012, avait montré que le développement durable conservait son importance centrale, et ont proposé que l'Assemblée générale des Nations Unies adopte en 2015 des Objectifs de développement durable. Les TIC et les sociétés du savoir devraient occuper une place essentielle dans ces questions cruciales, y compris l'impact des TIC sur les émissions de gaz à effet de serre, l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ces effets, la gestion durable du cycle de vie des équipements issus des TIC, et les solutions à apporter aux déchets électroniques.

Un nombre remarquable d'ateliers ont été spécifiquement centrés sur les **médias**, qu'il s'agisse de l'impact des technologies nouvelles sur les médias imprimés ou radiodiffusés traditionnels, ou de l'émergence de nouveaux types de médias, comme le journalisme citoyen dans les réseaux sociaux en ligne. Ces discussions ont donné lieu à une analyse du profond impact que les nouvelles technologies avaient eu sur de nombreux médias traditionnels, en leur permettant de collecter l'information auprès de sources plus variées et de toucher de nouveaux publics en ligne, mais aussi en compromettant la viabilité des modèles d'affaires existants et en conduisant à remettre en question les normes professionnelles. Les participants se sont particulièrement intéressés à l'importance du journalisme citoyen et des médias communautaires, et aux relations entre les médias, les citoyens et l'État, notamment dans la région arabe. Dans toutes les séances, la maîtrise des médias et de l'information a été reconnue comme un moyen fondamental d'autonomiser les membres de la société de l'information, en leur permettant d'exprimer leur opinion ou encore de porter un regard critique sur l'information et de protéger leur vie privée sur l'Internet.

De nombreuses discussions sur le développement des médias ont été étroitement liées à la problématique de la **liberté d'expression**, telle que cette dernière est garantie par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'importance de la liberté, de

l'indépendance et du pluralisme des médias, traditionnels ou nouveaux, a été soulignée. Des préoccupations ont été exprimées concernant la sécurité des journalistes numériques, des blogueurs et des défenseurs des droits de l'homme, qui a été considérée comme une condition essentielle de la liberté d'expression en ligne. L'attention a été appelée sur le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

Deux importantes séances ont été consacrées à la question de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes dans les sociétés du savoir, l'objectif étant



Session Genre

d'établir un agenda pour l'examen SMSI + 10. Il a été jugé indispensable de tenter de mieux comprendre la manière dont les hommes et les femmes s'approprient et utilisent les différentes technologies de la communication, afin de déterminer les mesures propres à réduire les inégalités en matière d'accès et de résultats. Les femmes ne sont pas simplement des consommatrices ou des bénéficiaires des TIC, mais devraient être aussi, sur un pied d'égalité, des productrices, des innovatrices et des actrices de la prise de décisions dans les sociétés du savoir. Les responsables de l'élaboration des politiques ont donc été encouragés à assurer l'égalité des femmes en matière d'accès aux TIC, en tenant compte des différences entre hommes et femmes, et entre garçons et filles, sur le plan des opportunités et de la participation, à intégrer l'analyse de genre et les principes relatifs à l'égalité des genres dans l'élaboration des stratégies nationales relatives aux TIC, et à adopter des mécanismes de suivi et de responsabilisation efficaces concernant les engagements en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Des mesures devaient être prises pour informer les femmes et les filles et renforcer leurs capacités de façon qu'elles soient aussi bien équipées que les hommes et les garçons pour participer à la prise de décisions concernant les TIC, travailler dans le secteur des TIC et tirer pleinement parti des opportunités qu'offriraient les sociétés de l'information.

Une attention particulière a également été apportée aux **jeunes**, notamment à la Charte africaine de la jeunesse adoptée par l'Union africaine en 2006. Les responsables de l'élaboration des politiques ont été incités à prendre

d'avantage en compte les vues et les préoccupations des jeunes et à favoriser les initiatives qui les encouragent à mettre les nouvelles technologies au service des objectifs sociaux, éducatifs et culturels. Enfin, un certain nombre d'ateliers et d'autres séances ont traité expressément des **initiatives et processus du WSIS**, y compris l'examen SMSI + 10. Le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement a donné lieu à des discussions sur les statistiques relatives aux résultats du Sommet, et sur l'importance d'une appréciation quantitative des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du SMSI. Des données sont actuellement collectées en vue de constituer le socle statistique sur lequel l'Assemblée générale procédera en 2015 à l'examen des résultats du SMSI. D'autres séances ont examiné l'expérience de la collaboration multipartite qui a caractérisé le Forum du SMSI, le Forum sur la gouvernance de l'Internet et d'autres activités de suivi du Sommet, et ont réfléchi au processus tendant à renforcer la coopération sur les questions de politiques publiques touchant l'Internet qui sera examiné en 2014 par un groupe de travail créé, à la demande du Secrétaire général de l'ONU, par la présidence de la Commission de la science et de la technique au service du développement. D'autres séances encore ont étudié l'ordre du jour du Forum du SMSI qui se tiendra en 2013, et les processus relatifs au Prix SMSI et à l'inventaire des résultats du Sommet.



Espace d'exposition SMSI+10

Séance de clôture

La séance plénière de clôture de l'événement a donné à tous les participants l'occasion de faire le point des avancées et d'envisager la suite du travail d'examen SMSI + 10.

Les participants ont adopté par consensus la Déclaration finale, intitulée *Accès pour tous à l'information et au savoir : une vision élargie et un engagement renouvelé*, dont le texte avait été élaboré pendant la réunion dans le cadre d'un processus ouvert et multipartite, et a été présenté à la plénière par M. Jānis Kārklīņš, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'information et la communication. M. Kārklīņš a noté que le sentiment partagé de progrès et la vision commune qui étaient

inscrits dans la Déclaration finale offraient une base solide pour les étapes ultérieures du bilan SMSI + 10 et contribueraient à l'examen par l'Assemblée générale des Nations Unies des Objectifs de développement durable et de l'agenda pour le développement post-2015.



Séance de clôture et adoption du document final

Des allocutions ont été prononcées par les représentants de gouvernements des différentes régions du monde :

► M. Ashwin Sasango, Directeur général du Ministère de la communication et de l'informatique de la République d'Indonésie.

► M. Benedicto Fonseca Filho, Directeur du Département des affaires scientifiques et technologiques du Ministère national des relations extérieures du Brésil.

► M. Majed Almazyed, Directeur pour l'approbation des normes et types techniques de la Communication and Information Technology Commission, Royaume d'Arabie saoudite, a déclaré que les vues exprimées dans certains ateliers ne représentaient pas nécessairement celles de toutes les parties prenantes et a exprimé ses réserves à l'égard des documents issus de la réunion, en se demandant en particulier quelle utilisation en serait faite lors de l'examen global du SMSI par l'Assemblée générale des Nations Unies. L'ADG/CI, M. Jānis Kārklīņš, a expliqué que les conclusions de la réunion d'examen viendraient enrichir et éclairer le processus d'examen du SMSI en cours, et qu'il appartiendrait aux États membres de décider de l'utilisation de ces documents lors du bilan du SMSI auquel l'Assemblée générale des Nations Unies allait procéder en 2015.

Des représentants d'autres groupes de parties prenantes ont également pris la parole :

► M. Fadi Chehadé, Président et Directeur de l'International Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), s'est exprimé au nom de la communauté des techniciens et professionnels de l'Internet.

► Mme Anita Gurumurthy, d'IT4Change (Inde), a parlé au nom des participants représentant la société civile.

► M William Echikson, chargé de la libre expression, des relations extérieures, des communications et des affaires publiques (Europe, Moyen-Orient et Afrique), Google, a présenté le point de vue du secteur privé.

Enfin, la cérémonie de clôture a été marquée par des allocutions de membres de l'UNESCO et de ses partenaires organisateurs au sein du système des Nations Unies :

► M. Jānis Kārklīņš a pris la parole au nom de l'UNESCO.

► Mme Anne Miroux s'est exprimée au nom de la CNUCED et de la Commission de la science et de la technique au service du développement (CSTD) des Nations Unies.

► Mme Minerva Novero-Belec s'est exprimée au nom du PNUD.

► M. Jaroslav Ponder s'est exprimé au nom de l'UIT.

Des remerciements ont été adressés, au nom de la communauté internationale et de toutes les parties prenantes, à l'UNESCO qui avait organisé et accueilli l'événement et lancé le processus d'examen SMSI + 10.

Annexe

Vous trouverez ci-après une liste des intitulés des séances qui se sont tenues pendant la première réunion d'examen SMSI + 10. Pour de plus amples informations sur l'événement, dont **25 pages de recommandations et des rapports des séances** fournis par leurs organisateurs, veuillez consulter le site consacré à la réunion, à l'adresse suivante : <http://www.unesco.org/new/fr/communication-and-information/flagship-project-activities/wsis-10-review-event-25-27-february-2013/homepage/>.

Table ronde universitaire : Responsabilités des parties prenantes dans les sociétés du savoir durable

Accès

APC

7. Accès : progrès accomplis et nouveaux défis

IFLA

11. Qu'achète-t-on exactement ? Propriété contre licence à l'ère numérique
12. Appui aux sociétés du savoir par l'accès public à Internet

UNDP

65. Les technologies mobiles pour un développement humain durable et inclusif

UNESCO

10. Solutions ouvertes aux problèmes mondiaux
8. Vers le SMSI+10 et au-delà: l'inclusion des personnes handicapées dans les sociétés du savoir
9. Vers le SMSI+10 et au-delà : alphabétisme et compétences requises pour participer aux sociétés du savoir
14. Libre accès à l'information et à la recherche scientifiques – Mythes et réalités

Culture

UNESCO

25. Utilisations des TIC innovantes et émergentes par les peuples autochtones

26. Diversité linguistique: examen des politiques et mesures nationales et internationales

World Summit Award

59. De l'argent pour des contenus : les conditions du succès commercial indispensable à des contenus de qualité

Cybersécurité

ISOC

52. Cybersécurité – À la recherche d'une vision commune

UIT

44. Identifier les nouvelles tendances et définir une vision pour l'après-2015 : Infrastructures, cybersécurité et création d'un contexte propice

Commerce électronique

UNCTAD, ITC and UPU

63. Faciliter le commerce en ligne – les leçons des huit premières années

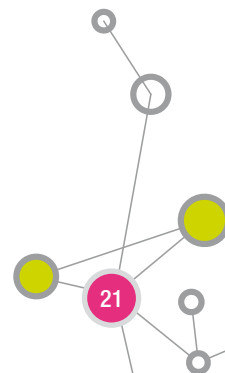
WITSA, UNCTAD, GIZ

15. Améliorer l'accès aux données relatives au secteur des technologies de l'information

Télé-enseignement

IFIP

17. Mutation des modèles pédagogiques, gestion durable de l'éducation



18. Adoption et enseignement des technologies libres/ouvertes dans les programmes universitaires et reconnaissance professionnelle des ingénieurs et praticiens des logiciels libres et ouverts

Microsoft

16. Technologies et changements systémiques : Ecoles innovantes et boîte à outils du ICT

UNESCO

- 19. L'avenir de l'apprentissage mobile: conséquences pour l'éducation
- 20. Apprentissage mobile en faveur de l'inclusion sociale des femmes et des filles
- 22. Amélioration du contexte pédagogique des TIC (incorporées dans l'école du futur)

Ethique

Conseil international des sciences sociales

34. Sciences sociales critiques à l'ère numérique

ISOC

- 37. Au-delà du code : les droits de l'homme font-ils partie de l'ADN de l'Internet ?
- 3. Le nouveau PII – Protection des données ayant un impact sur l'information

UNESCO

36. Défis éthiques et sociétaux de la société de l'information

Déchets électroniques

UNESCO

33. Eviter la production de déchets électroniques : gestion durable du cycle de vie des équipements de TIC

Égalité entre les sexes

ONU Femmes/APC/UNESCO /US State Department

40. Examen de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes dans une société fondée sur le savoir : établissement d'un ordre du jour pour le SMSI+10

Réunion de haut niveau

UNESCO

24. a) Utiliser la cyberscience pour renforcer les liens entre science, politique et société : groupe de travail technique

Réunion de haut niveau

UNESCO

24. b) Utiliser la cyberscience pour renforcer les liens entre science, politique et société :

Débat de haut niveau

- Vers les sociétés du savoir pour le développement durable

Internet

ESCWA

61. Opportunités et défis pour l'industrie des noms de domaine dans le monde arabe et point sur le processus de l'Arab Internet Governance Forum (AIGF)

Center for Internet Society

4. GTGI+8: bilan, inventaire et poursuite de l'action

Global Partners for Best Bits

- 45. « Le Web que nous voulons » : les réalisations possibles du SMSI+10 – point de vue de la société civile
- 2. La gouvernance en question: analyse du contexte évolutif de l'élaboration des politiques et examen de solutions concertées émanant de la société civile

ICANN

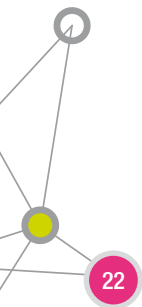
62. Les noms de domaine internationalisés – présent et futur

ICANN et Apnic

50. Coopération renforcée et organismes d'adressage de l'Internet

Internet Rights and Principles Dynamic Coalition

51. Principes fondés sur les droits et Internet : bilan et perspectives



ISOC

1. Initiatives de régulation publiques et privées dans le domaine du respect des droits de propriété intellectuelle
35. Principes de la gouvernance de l'Internet: vers un cadre d'engagements multipartenaire et universel

Media

African Media Initiative

55. Jeter un pont entre l'État et la communauté des médias – Pour un dialogue constructif en Afrique

FPU

57. Danse de printemps

GFMD

58. Cappuccino Numérique

Indiana State University

27. Le monde en développement et les origines de la société civile : interrogations concernant leur prise en compte dans l'agenda du SMSI et son avenir

UNESCO

28. L'évolution du paysage médiatique : des stratégies actualisées pour relever les défis et exploiter les opportunités
29. Session régionale : promotion de la liberté d'expression et du développement des médias dans les Etats de la région arabe
30. Journalisme citoyen
31. Médias communautaires : politiques incitatives, contexte juridique et mesures durables

WAN-IFRA

56. Rôle des médias traditionnels dans le nouveau paysage des médias

Session parallèle 2

- Organismes d'autoréglementation sensibilité au genre dans les médias, les associations de journalistes / syndicaux et les associations de radiodiffusion / syndicat

Plénière

- Plénière, recommandations, clôture

Session plénière 1

UNESCO

- Situation mondiale des femmes dans les médias et la technologie

Événement spécial

PIPT (Programme Information pour tous)

Forum du futur de l'UNESCO : « Explorer la dynamique des sociétés du savoir : Utiliser le futur pour façonner les politiques transformatrices »

Événement spéciale IFAP (Programme Information pour tous)

IFAP

Session spéciale

UNESCO

- High level government representatives reports on actions taken to achieve Strategic Objective J.1.and J.2. of the Beijing Declaration and Platform for Action – paragraphs 239 and 243 (selected cases from each region)

Forum thématique I

UNESCO

- De la fracture numérique à la fracture cognitive

Forum thématique II

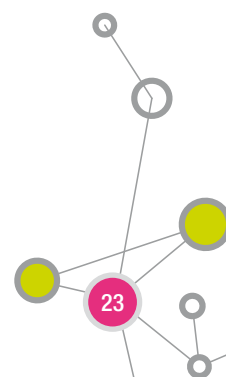
UNESCO

- Liberté, droits et éthique

UNESCO événement spécial internet

UNESCO

47. Diversité culturelle et linguistique : explorer les aspects économiques et éducatifs des contenus locaux
5. Promotion de la liberté d'expression et du respect de la vie privée en ligne
53. Sécurité numérique des journalistes



UNESCO événement special internet

UNESCO

6. Lancement du Rapport mondial EURid-UNESCO 2012 sur le déploiement des noms de domaine internationalisés

AUTRES

- Débat sur l'avenir : l'éducation par la large bande
- Groupe des Nations Unies sur la société de l'information
- Cérémonie de gala du World Summit Award

Processus et initiative du SMSI

ICC BASIS

13. Principes d'une gouvernance multipartite

ISOC

48. Une coopération accrue : de l'impasse au dialogue. Réflexions sur ce qui doit être fait

ITU

42. Prix SMSI et processus d'évaluation des progrès accomplis depuis le Sommet mondial sur la société de l'information
46. Forum 2013 du SMSI : identifier les nouvelles tendances et définir une vision pour l'après-2015

The Partnership for Measuring ICT for Development

43. Évaluation des objectifs du SMSI dans les domaines de compétence de l'UNESCO : rôle de la statistique dans l'édification, par l'intermédiaire des technologies de l'information et des communications, de sociétés ouvertes fondées sur le savoir

Jeunesse

UNESCO

39. La Charte africaine de la jeunesse : mobiliser les jeunes des deux sexes

WSYA

60. Des jeunes tournés vers l'action : l'Internet et le téléphone mobile au service de la paix et du développement

IGF Secretariat

- Consultation ouverte du IGF
- Réunion du Groupe consultatif multiparties prenantes du FGI (IGF)

